

pour s'acheter une maison ne puissent profiter d'une aide aussi généreuse de leur gouvernement. Sûrement, dans certains cas au moins, on pourrait donner des denrées alimentaires au lieu d'argent. Qu'on achète aux agriculteurs canadiens leur produits à un prix raisonnable et qu'on charge des entreprises canadiennes de transport de les acheminer dans ces pays.

De la sorte, nous atteindrions un certain nombre d'objectifs: nourrir ceux qui ont faim, inciter les agriculteurs à produire le plus possible en leur ouvrant un marché et en leur offrant un prix raisonnable. En outre, nous créerions ainsi des emplois dans les industries de transformation et de transport. La création d'emplois et de stimulants me semblent des objectifs fort louables car les Canadiens pourraient retirer des salaires intéressants tout en secourant les nécessiteux de l'étranger. Mais je présume que les honorables représentants qui s'accrochent au pouvoir de peine et de misère ne peuvent voir les choses du même œil. Ils n'ont jamais pu comprendre cette sorte de logique. Voilà pourquoi les derniers sondages indiquent que les conservateurs, grâce à leurs politiques rationnelles et bien élaborées, surtout dans le domaine agricole ne cessent de gagner du terrain tandis que les libéraux perdent du terrain.

J'aimerais faire au premier ministre et à ses collègues la proposition suivante: au lieu de laisser aux universitaires et aux théoriciens le soin d'élaborer les politiques agricoles et d'en conseiller l'adoption au gouvernement, pourquoi ne pas permettre aux associations agricoles qui se composent d'agriculteurs en activité de faire ce travail? Cela pourrait aider, je pense, le consommateur, l'agriculteur et l'éleveur de bestiaux. J'en suis même certain monsieur l'Orateur. Malheureusement le gouvernement passe outre aux avis des députés, voire même aux avis de ses propres partisans.

J'aimerais que le gouvernement dise aux associations agricoles: «Voyez le ministre de l'Agriculture Eugene Whelan, il est triste, mais les consommateurs et les producteurs sont tristes eux aussi. Que nous conseillez-vous?». A mon avis, le gouvernement devrait demander les conseils de l'Association canadienne des éleveurs de bétail, de l'Alberta Cattlefeeders Association, de la Palliser Wheat Growers Association, de la B.C. Cattlemen's Association, de la Saskatchewan Stockmen's Association et de l'Ontario Beef Improvement Association et, mieux encore, il devrait écouter les avis de ces gens. Le gouvernement doit reconnaître que quelque chose ne va pas. Qu'il commence dès maintenant à redresser la situation ou qu'il se résigne à envisager l'abondance aux côtés de la famine, la prospérité et la crise, des hauts et des bas ainsi que d'autres situations de désordre d'année en année.

Même le ministre de l'Agriculture conviendrait, j'en suis certain, que les agriculteurs canadiens ont fait preuve de leur habileté à produire à des prix concurrentiels. Non seulement les consommateurs canadiens mais ceux du monde entier ont besoin de nos produits. Alors, pourquoi cette apathie, pourquoi vivre au jour le jour et compter sur des politiques de fortune? Certes, je ne puis répondre à cette question, pas plus que le consommateur, l'agriculteur ou l'éleveur de bétail.

Je me souviens du temps où le Canada comptait un grand nombre d'éleveurs de moutons. Puis, le gouvernement a permis l'importation du mouton de Nouvelle-Zélande, ce qui a entraîné la baisse des prix canadiens. Les éleveurs de moutons ont instamment demandé à Ottawa d'établir un plancher du prix de l'agneau et de subventionner la production de la laine, mais en vain, d'où la faillite de l'éleveur de moutons au Canada. Quelle différence

### Agriculture

entre la situation au Canada et aux États-Unis! Lorsque les éleveurs canadiens commencèrent à enregistrer des pertes, les Américains s'empressèrent de venir acheter nos stocks de moutons reproducteurs. Aujourd'hui les prix de la laine ont grimpé de même que les prix de l'agneau, mais l'éleveur de moutons canadien n'existe plus. Les éleveurs canadiens subiront-ils le même sort?

● (1740)

J'espère bien que non, monsieur l'Orateur, cela me semble stupéfiant, mais considérez les faits. Au début de l'année, le gouvernement actuel ne pouvait même pas se décider au sujet d'un additif aux provendes appelé «DES». Il est apparemment prêt à tout pour étouffer l'ambition. C'est comme à l'époque où l'orge se vendait 50c le boisseau. Un camionneur de la circonscription de Lethbridge s'est rendu compte tout à coup qu'il pouvait vendre de l'orge dans le Montana et payer 78c le boisseau au cultivateur, ce qui était un prix sensiblement plus élevé que 50c. Faisant preuve de cet esprit d'initiative qui caractérise la plupart des cultivateurs de l'Alberta, il avait transporté l'orge outre-frontière. Cela n'a pas duré longtemps, car la Commission canadienne du blé l'a su et y a mis fin. C'est donc curieux mais le gouvernement fédéral n'aime pas les gens ambitieux ou débrouillards, ainsi il institue de nombreux programmes d'aide pour empêcher les gens de se tirer d'affaire.

Ce n'est rien d'autre que bureaucratie sur bureaucratie, chiffres sur chiffres, et statistiques sur statistiques. Il n'y a donc pas à s'étonner si les éleveurs s'inquiètent et si, après avoir admis que la récolte de grains de cette année a été bonne, les agriculteurs se demandent de quoi la prochaine sera faite. Ne devrions-nous pas planifier et favoriser le progrès un peu plus au lieu de régir et de restreindre? C'est ce que je pense, tout comme mes commettants qui sont à la fois consommateurs et agriculteurs. De fait, je crois que même les libéraux le pensent; l'ennui, c'est qu'ils ont perdu toute volonté à cet égard, s'ils l'ont jamais eue. Ils sont pris de panique.

Voilà pourquoi, au moment d'annoncer sa nouvelle politique relative aux provendes, le ministre chargé de la Commission du blé a refusé de venir à Lethbridge. Il s'y trouve trop d'éleveurs et le ministre connaissait d'avance leur réaction. Il n'a pas vraiment mis beaucoup de temps à annoncer sa politique à Brandon et à l'expliquer à Edmonton. C'était, il le savait, une politique aléatoire: peut-être bonne aujourd'hui dans telle région, mais mauvaise ailleurs demain. La belle façon que voilà de gouverner un pays, de diriger l'agriculture et de traiter les consommateurs! La politique de la confrontation entre en jeu. Un gouvernement dépourvu d'idées n'a pas d'autre porte de sortie que d'inventer des crises, de dresser les secteurs et régions du pays les uns contre les autres. Pourquoi ne pouvons-nous travailler ensemble? Nous le pourrions peut-être après les prochaines élections.

J'ai déjà parlé des problèmes des éleveurs et de l'additif DES. Je passe maintenant à la récente grève du rail. Pendant la grève, j'ai proposé au ministère fédéral des Transports d'adopter certaines mesures d'urgence pour expédier le bétail aux marchés de l'Est par camion. Que m'a-t-on répondu? Au fond, c'était à nous, éleveurs, de vendre nos bêtes ou de demander au gouvernement provincial d'organiser des transports d'urgence. Il semble qu'Ottawa n'ait pas voulu aider les agriculteurs canadiens et, qui plus est, il semble qu'il ne veuille toujours pas les aider.

Considérons un moment le tarif douanier. L'actuel gouvernement fédéral, qui ne compte qu'une poignée de dépu-